

Faire face aux répercussions de l'épidémie de coronavirus

de Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

Une épidémie de coronavirus (Covid-19) vient de frapper la Chine en ce début d'année et des foyers se déclarent dans de nombreux pays. Le virus est la cause d'une souffrance humaine considérable. Il est aussi à l'origine de perturbations économiques non négligeables résultant des mesures de quarantaine, des restrictions aux déplacements, de la fermeture d'usines et de la forte contraction de l'activité dans de nombreux secteurs de services. Si l'on ne tient compte que de la situation actuelle, la flambée de l'épidémie entraînerait un recul de 0.5 point de pourcentage de la croissance du PIB mondial, qui serait ramenée à 2.4 % cette année. Cependant, l'incertitude demeure quant à l'évolution de l'épidémie : elle pourrait continuer à se propager, ce qui induirait une aggravation de ses effets sur le plan humain ainsi qu'un tassement plus marqué de la croissance mondiale. Si l'épidémie devait toucher les économies avancées de l'OCDE avec la même intensité que la Chine, la croissance mondiale serait divisée par deux par rapport à nos prévisions du mois de novembre.

L'économie mondiale se trouve dans la position la plus périlleuse qu'elle ait connue depuis la crise financière mondiale.

La croissance mondiale, qui s'est essoufflée pendant les deux dernières années jusqu'à atteindre son faible niveau actuel, a subi de plein fouet l'épisode du coronavirus. Les indicateurs à haute fréquence comme la demande de charbon, qui se situe à 60 % de son niveau normal, donnent à penser que l'économie chinoise a accusé un fort ralentissement au premier trimestre 2020. Parce que la Chine représente 17 % du PIB mondial, 11 %

du commerce mondial, 9 % du tourisme mondial et plus de 40 % de la demande mondiale de certains produits de base, les retombées négatives sur le reste du monde sont considérables. Des signes de plus en plus probants attestant un repli prononcé de l'activité dans le secteur du tourisme, des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, une atonie de la demande de produits de base et une érosion de la confiance des consommateurs, sont perceptibles.

L'étendue de l'épidémie sera un paramètre déterminant des perspectives économiques.

Même dans un scénario où l'épidémie serait circonscrite à la Chine et ne donnerait lieu qu'à des flambées limitées dans les autres pays, comme c'est le cas aujourd'hui, l'OCDE s'attend à un fort ralentissement de la croissance dans le monde début 2020. Nous avons ramené notre prévision pour l'année, qui était déjà basse, soit 3 %, à 2.4 % seulement, le chiffre le plus faible depuis la crise financière. Dans un scénario de propagation de l'épidémie à certains autres pays du globe, le ralentissement serait plus prononcé et plus prolongé. Notre modélisation laisse à penser que la croissance mondiale en 2020 pourrait alors ne pas dépasser 1.5 %. Les mesures de confinement et la peur de l'infection porteraient un rude coup à la production ainsi qu'aux dépenses et entraîneraient un grand nombre de pays touchés par l'épidémie dans une véritable récession.

Les pouvoirs publics ne peuvent se permettre d'attendre.

Indépendamment de l'étendue de la propagation du virus, l'économie mondiale, précédemment éprouvée par la persistance de tensions commerciales et politiques, a déjà essuyé un coup de frein brutal. Les ménages sont en proie à l'incertitude et à l'appréhension. Les entreprises dans des secteurs comme le tourisme, l'électronique et l'automobile font d'ores et déjà état de ruptures d'approvisionnement et/ou d'un effondrement de la demande. L'économie mondiale est désormais trop fragile

pour que les pouvoirs publics puissent se permettre de tabler sur un fort rebond automatique.

La priorité des gouvernements est de contenir l'épidémie et de limiter le nombre de cas graves.

La limitation des déplacements, des mesures de quarantaine et l'annulation de manifestations s'imposent pour endiguer l'épidémie. Il conviendrait d'orienter les dépenses publiques supplémentaires consenties d'abord vers le secteur de la santé afin de combattre la flambée du nombre de cas et de mettre au point un vaccin. Les actions complémentaires susceptibles d'être engagées peuvent à tout le moins viser à atténuer les répercussions économiques et sociales de l'épidémie.

Il est essentiel d'apporter un soutien aux ménages et aux entreprises les plus vulnérables.

Les mesures de confinement et la peur de l'infection peuvent déclencher des interruptions soudaines de l'activité économique. Au-delà de la santé, la priorité devrait être d'autoriser la mise en place de dispositifs de chômage partiel et l'octroi aux ménages vulnérables de transferts directs pour les protéger des pertes de revenus provoquées par les fermetures d'entreprises et les licenciements. Il est également indispensable d'accroître les volants de liquidités dont disposent les entreprises dans les secteurs concernés pour éviter que des entreprises structurellement saines ne se trouvent en défaut de paiement. En plus d'une réduction des charges fixes et des impôts, une certaine indulgence de la part des créanciers aiderait également à relâcher la pression qui s'exerce sur les entreprises confrontées à un fléchissement soudain de la demande.

Si l'épidémie se propageait au-delà des frontières de la Chine, il conviendrait que le G20 pilote une relance budgétaire et monétaire coordonnée.

Le but serait de contribuer à inverser l'effondrement de la

confiance que provoquerait une propagation plus large de la maladie. Une action collective serait en outre plus efficace que des actions isolées. Pour ce qui est du soutien à apporter aux pays qui en ont besoin en matière de santé et des mesures de confinement, les pays devraient coopérer. De plus, si des pays annonçaient un soutien budgétaire et monétaire coordonné, cette annonce aurait des effets sur la confiance qui se conjugueraient à ceux des politiques menées. Nos travaux montrent que si les économies du G20 mettaient en œuvre des mesures de relance de manière collective plutôt qu'isolément, leurs effets sur la croissance dans l'économie du G20 médiane seraient amplifiés d'un tiers au bout de deux ans seulement. D'aucuns n'hésiteraient pas à dénoncer la banalité d'un appel à la coopération internationale. Néanmoins, dans une économie et une société connectées à l'échelle planétaire, le coronavirus et ses retombées économiques et sociales sont l'affaire de tous, même si des entreprises décident, au lendemain de cette crise, de rapatrier leur production et d'aller vers un peu moins d'interdépendance.

Pour plus d'informations: Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2020